



Non à la régression sociale !

Sarkozy frappe vite et fort : il attaque sur plusieurs fronts à la fois. Derrière ses propos et ses mesures démagogiques, se cache son véritable objectif: mettre en place une politique au service des plus riches.

■ Il creuse les inégalités par des mesures fiscales injustes

Les prix ne cessent d'augmenter, la dégradation du pouvoir d'achat est, aujourd'hui, la préoccupation première des français (56% des salariés gagnent moins de 1500 euros par mois) **mais le Président de la République refuse de prendre des mesures pour une augmentation générale des salaires et des pensions.**

En revanche, dès le mois d'août, il a fait voter une loi qui favorise les catégories les plus riches: le "paquet fiscal" - qui se chiffre à près de 15 milliards d'euros - est en réalité un "paquet cadeau" en direction des plus hauts revenus et du patronat.

Ce dispositif prévoit notamment une réduction de l'ISF (- 530 millions) et permet aux entreprises de bénéficier de nouvelles exonérations sur les heures supplémentaires.

Le total de ces exonérations patronales va s'élever à 31,7 milliards en 2008 !!!

■ Il attaque la protection sociale

En voulant instaurer, dès le 01 janvier prochain, de nouvelles "fran-

chises médicales" sur les médicaments, les transports et les actes paramédicaux, Sarkozy a décidé de "taxer" les malades.

Ces mesures injustes, qui devraient rapporter 850 millions d'euros, sont censées financer la prise en charge de la maladie d'Alzheimer ! En réalité ce mode de financement - qui n'est pas à la hauteur des besoins - est avant tout destiné à abaisser encore le niveau des remboursements pris en charge par l'assurance maladie.

Le gouvernement remet ainsi ouvertement en cause l'accès à des soins de qualité pour tous et favorise le développement des complémentaires-santé privées.

Sarkozy s'attaque au droit à la retraite pour tous: car derrière la remise en cause des régimes spéciaux (qui représentent moins de 5% des retraités) se dissimulent les mesures qui frappent l'ensemble des salariés du Régime général comme l'allongement de la durée de cotisations à 41 ans de 2009 à 2012.

Sans mobilisation, la "concertation" prévue au printemps 2008, aura pour effet de réduire le montant des pensions et de reculer encore la date de cessation d'activi-

té, comme le Medef ne cesse de la réclamer.

■ Il attaque le droit social

Le code du travail a été "remanié". Sous couvert de simplification, les droits des salariés ont été revus à la baisse.

Le nouveau "contrat unique" va introduire davantage de "souplesse" pour les employeurs, qui pourront licencier les salariés plus facilement, sans avoir à motiver leur décision .

La loi du 2 août sur le service minimum dans les transports ne permettra pas d'améliorer le service rendu aux usagers, car elle a pour seul objectif de restreindre le droit de grève.

Ce texte est un avant goût des mesures qui attendent l'ensemble des salariés des services publics.

Démagogue, le gouvernement de Sarkozy traque les "sans papiers" et leurs familles. Il instaure un climat de panique, qui amène certains clandestins à des gestes désespérés. Dans le même temps, les patrons, qui s'enrichissent sur leur dos, bénéficient d'une impunité totale.

■ Il attaque les services publics :

Après avoir renié ses promesses, Sarkozy entend bel et bien privatiser GDF: la fusion de ce service public avec le groupe Suez va surtout générer une augmentation des tarifs de cette source d'énergie !

La suppression, dès 2008, de 11 200 postes dans la Fonction publique - dont 9400 enseignants - va très rapidement entraîner une dégradation du service rendu à l'ensemble de la population.

Avec la loi sur "l'autonomie des universités" la privatisation de l'enseignement supérieur est en marche : la mise en concurrence des universités - gérées comme des entreprises - va de pair avec la sélection à l'entrée, l'augmentation des frais d'inscription, la dévaluation des diplômes et les fermetures des filières jugées non rentables.

■ Et dans nos branches ...

Les restructurations frappent de plein fouet le secteur de la Mutualité. Après la Mutualité Fonction Publique (MFP), la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN) prépare, à son tour, un plan social avec des licenciements à la clé. On est loin des valeurs de solidarité qui sont à l'origine du mouvement mutualiste. Les dirigeants de la mutualité sont devenus des patrons de choc.

Dans la Sécurité sociale, les suppressions massives d'effectifs affectent toutes les branches et tous les régimes (régionalisation de la Mutualité Sociale Agricole et du Réseau Social des Indépendants).

Sous couvert de restructurations et de mutualisations, les Pouvoirs publics, "dégraissent" massivement les effectifs, et organisent la casse du service public.

Les caisses n'hésitent plus à fermer leurs centres d'accueil et à vendre une partie de leur patrimoine immobilier. L'Assurance Maladie se transforme en "entreprise de service". Les directeurs des caisses primaires, mises en concurrence, s'engagent dans une véritable course à la performance !

La Sécurité sociale, basée à l'origine sur la solidarité, est désormais gérée comme une assurance privée à caractère commercial où la notion d'assuré social s'efface au profit de la notion de "clients" !

■ Et nos salaires...

Avec les suppressions d'emplois, les conditions de travail sont de plus en plus pénibles. La charge de travail et les pressions augmentent. Le stress est devenu le quotidien des employés et cadres.

Les rémunérations restent la dernière préoccupation de nos

employeurs et de nos ministres. Leur devise, c'est "travailler plus pour gagner moins". Les minima dans nos professions sont souvent en dessous du Smic ! Les augmentations collectives sont réduites à la portion congrue au profit des augmentations individuelles, qui bénéficient à une minorité. Ce système permet de renforcer la concurrence et la division entre les agents.

■ Il faut arrêter le rouleau compresseur !

La remise en cause générale et systématique de nos acquis sociaux au plan national, comme dans nos organismes, n'est pas inéluctable.

Le patronat et Sarkozy veulent diviser les salariés. Pour les faire reculer, il faut développer les solidarités. Seule l'action collective et unitaire des salariés, chômeurs et retraités, avec leurs organisations, pourra mettre en échec la politique libérale de Sarkozy et Parisot.

D'ores et déjà, la mobilisation s'organise pour s'opposer à la mise en place des " franchises médicales ".

Le 29 septembre, des milliers de citoyens se sont mobilisés à l'initiative du "collectif national contre les franchises et pour l'accès égal aux soins pour tous" dont est membre SUD Protection Sociale. **Cette mobilisation va s'amplifier dans les semaines à venir.**

SUD appelle à participer à la manifestation nationale, lancée par l'Andeva (association de défense des victimes de l'amiante) et la Fnath (fédération nationale des accidentés de la vie) et aux actions qui seront organisées en province ■ Pour s'opposer à la remise en cause de l'indemnisation, de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ■ Pour obtenir l'abandon des " franchises médicales

**Tous ensemble manifestons
Le 13 octobre 2007 à Paris 14 heures
Place Raoul Dautry
(métro montparnasse)**

Paris le 9 10 2007